

Articles

Christian NZALOUSSOU

Avocat au Barreau de Paris

13 janvier 2014

De l'exigence de la publicité et de sa mise en œuvre en matière de marché public

La procédure adaptée de publicité et les principes de l'achat public
Voilà un intéressant arrêt qui amène à s'interroger sur la notion de procédure de publicité adaptée en matière de marché public. Si l'exigence de publicité est au cœur du droit des marchés publics, la forme de sa mise en

Non classé

[Lire la suite](#)

13 janvier 2014

Mandat de délégation de maîtrise d'ouvrage conclu entre une collectivité locale et une SEM dans le cadre de la construction d'infrastructure de réseaux de télécommunications.

Invité à se prononcer sur le contenu d'un tel mandat, le Ministère de l'intérieur a donné une réponse que nous reprenons ci-après. « Le contenu du mandat de délégation au sens de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports

Droit des télécommunications, Non classé

[Lire la suite](#)

13 janvier 2014

La légalité du cumul de la sanction disciplinaire et d'une sanction pénale en droit de la fonction publique

Selon le Conseil d'Etat, le cumul d'une sanction disciplinaire et d'une sanction pénale n'est pas contraire au droit européen et au droit international. De même, un requérant ne peut utilement invoquer devant le juge administratif les motifs d'une décision rendue par le

Conseil constitutionnel. La Haute juridiction relève en effet

Non classé

[Lire la suite](#)

13 janvier 2014

Admission en France des demandeurs d'asile politique : le Niger et l'Albanie ne sont pas des pays sûrs !

Telle est l'appréciation donnée par le Conseil d'Etat dans un arrêt du 13 février 2008, s'agissant de ces deux Etats l'un africain et l'autre européen, suite à la requête de l'association FORUM DES REFUGIES tendant à obtenir l'annulation de la décision du 16 mai 2006 par laquelle le conseil d'administration

Non classé

[Lire la suite](#)

13 janvier 2014

Refus de visa d'entrée en France suite à un regroupement familial autorisé par le préfet : une démarche pragmatique du Conseil d'Etat

Dans une ordonnance du 10 novembre 2006, le juge des référés du Conseil d'Etat vient , selon les circonstances propres à cette affaire, de juger que même en présence d'une requête prématurée, il peut condamner l'Etat aux frais de l'avocat d'un administré, compte tenu du comportement de l'administration consulaire, dans

Non classé

[Lire la suite](#)

- ← Previous
- 1
- ...
- 12
- 13